
NOTE DE SYNTHÈSE

12^{ème} cycle de Conférences téléphoniques des pays SUN

27 au 31 janvier 2014

La douzième réunion des pays du Mouvement SUN a eu lieu du 27 au 31 janvier 2014. Pour des raisons logistiques et de fuseaux horaires, neuf appels ont été organisés avec les pays appartenant aux zones géographiques suivantes : Asie anglophone I, Asie anglophone II, Afrique anglophone I, Afrique anglophone II, Afrique anglophone III, francophone I, francophone II, francophone III, hispanophone I.

Chaque téléconférence a suivi le même ordre du jour. La présente note est une synthèse de toutes les téléconférences.

PARTICIPANTS : Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Tchad, Congo Brazzaville, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, El Salvador, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée-Conakry, Haïti, Indonésie, Kenya, Kirghizistan, Laos, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Pakistan, Pérou, Sénégal, Sierra Leone, Sri Lanka, Swaziland, Tadjikistan, Tanzanie, Ouganda, Yémen, Zambie, Zimbabwe, Emorn Wasantwisut, N.K. Sethi, Bibi Giyose, SCN, REACH, Secrétariat du Mouvement SUN.

Le Myanmar, le Rwanda, le Soudan du Sud, et l'État indien du Maharashtra n'ont pas été pas en mesure de participer :

ORDRE DU JOUR : les trois thèmes de discussion étaient les suivants : 1) discussion thématique sur les systèmes d'information pour la nutrition, 2) mise à jour par les pays des indicateurs de progrès des quatre processus SUN, et 3) informations sur les principales priorités du Secrétariat du Mouvement SUN en 2014.

1) DISCUSSION THÉMATIQUE : Systèmes d'information pour la nutrition
--

Cette téléconférence était une nouvelle occasion de présenter des discussions thématiques spécifiques entre les pays. Le thème de cette téléconférence était « Systèmes d'information pour la nutrition : collecte, analyse et communication de données ». Les équipes des pays étaient invitées à répondre aux questions suivantes :

- Votre gouvernement a-t-il un accès planifié et régulier à l'information nécessaire pour décider du moyen de donner à la population une nutrition adéquate ?
- Si non, quels sont vos projets pour renforcer vos systèmes d'information - en vous concentrant particulièrement sur la collecte, l'analyse et la communication de données ?
- Quels sont les liens entre les systèmes d'information en matière de nutrition et ceux de la santé, de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité ?

Points de résumé

- Presque tous les pays ont accès à des données relatives à la nutrition, à travers leurs **enquêtes nationales de santé et de nutrition**, telles que les Enquêtes Démographiques et de Santé (EDS) et les Enquêtes en grappes à indicateurs multiples (EGIM). Les enquêtes Normalisées de Suivi et d'Évaluation des Secours et de la Transition (SMART) sont fréquentes, mais l'échelle et la fréquence varient considérablement selon les pays. Les pays ouest-africains, en particulier les francophones, mettent en œuvre des enquêtes SMART à l'échelle nationale sur une base annuelle. D'autres pays mettent en œuvre des enquêtes SMART par zone essentiellement pour donner une réponse à une urgence de nutrition.
- **Les enquêtes nationales sur les micronutriments** sont moins fréquentes et ne semblent pas être mises en œuvre sur une base régulière.
 - Peu de pays ont réussi à intégrer le dépistage des carences en micronutriments dans le cadre de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS) et de l'Enquête en grappes à indicateurs multiples (EGIM).
- La plupart des pays mettent en œuvre des **enquêtes relatives à la nutrition** lors de la collecte d'informations dans le domaine de l'agriculture, la sécurité alimentaire, la consommation des ménages et la vulnérabilité. Cependant, il est difficile de recouper leurs résultats avec des données nutritionnelles nutrition étant donné l'absence de coordination dans le temps et dans l'ampleur des différentes enquêtes mises en œuvre.
 - Certains pays ont mentionné la nécessité de coordonner la mise en œuvre de toutes les enquêtes pertinentes afin que les résultats puissent être analysés de manière bénéfique dans tous les secteurs. Peu de pays ont spécifiquement mentionné la nécessité d'intégrer les indicateurs de nutrition dans les enquêtes de sécurité alimentaire.
- Tous les pays signalent avoir mis en place un **système d'information de gestion de la santé** qui collecte les données au niveau des établissements. Cependant, l'intégration des données relatives à la nutrition semble représenter une difficulté majeure.
 - **La surveillance de la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère** est répandue dans tous les pays qui appliquent des programmes d'alimentation thérapeutique (PAT). Ceci est compréhensible en raison de la nécessité d'assurer un approvisionnement continu. Cependant, l'intégration de la surveillance du programme d'alimentation thérapeutique (PAT) aux systèmes d'information de gestion de la santé est moins évidente. Il apparaît que dans la plupart des pays, cette surveillance est exécutée en parallèle du système public.
- Seuls quelques pays ont des **systèmes de niveau communautaire** et la plupart d'entre eux ont déclaré être préoccupés par la qualité des données.
 - Peu de pays ont mentionné le registre de l'enfant au niveau communautaire. Cette option pourrait être étudiée plus en profondeur.
- Beaucoup de pays ont mentionné l'utilisation de **systèmes de surveillance** ou ont l'ambition d'en établir, principalement au niveau des établissements. Les systèmes de surveillance fonctionnels semblent être liés à des urgences de santé publique ou à de l'alerte précoce. Certains pays ont déclaré utiliser la technologie mobile de SMS pour surveiller le volume des cas et la recrudescence de la malnutrition aiguë.
 - Davantage de discussions sont nécessaires pour mieux comprendre les caractéristiques recherchées et l'efficacité des systèmes de surveillance et en particulier l'utilisation profitable de la technologie mobile des SMS.

- La plupart des pays ont signalé l'existence de **systèmes d'information dans les secteurs concernés par la nutrition**, y compris l'approvisionnement en eau, la sécurité alimentaire et l'agriculture, l'éducation (formelle), la protection sociale et la météorologie.
 - Peu de pays semblent avoir une idée claire de ce qu'il faut faire avec les informations disponibles dans d'autres secteurs. D'autres travaux sont nécessaires pour mieux comprendre à quel niveau les informations doivent être regroupées pour être utiles pour une analyse. Il faut examiner le calendrier et le niveau de besoin (niveau de désagrégation) à prendre en compte dans l'**analyse intersectorielle**.
- De nombreux pays semblent relativement satisfaits de la **disponibilité de l'information** et de la **variété des sources de données** qui sont en place.
 - Il reste le besoin de mieux comprendre quelles informations et sources de données sont disponibles au-delà du secteur de la santé et des activités spécifiques à la nutrition. À cet égard, le Secrétariat du Mouvement SUN effectuera une enquête rapide Monkey Survey dans les mois à venir.
- Certains pays ont mentionné la nécessité d'améliorer la qualité et le débit de données dans les systèmes d'information existants, la plupart du temps au niveau de l'établissement de santé et communautaire.
- La majorité des pays semble être aux prises avec la procédure de gestion de **toutes les informations disponibles et la façon de les analyser en les mettant à profit**. Les priorités immédiates semblent être :
 1. La nécessité de parvenir à un **consensus sur un cadre commun de résultats** pour faciliter le suivi et l'évaluation dans tous les secteurs et nourrir la prise de décision à différents niveaux. Les parties prenantes doivent identifier et se mettre d'accord sur un ensemble d'indicateurs disponibles à partir de sources de données existantes et analysées selon les besoins.
 2. La nécessité d'**harmoniser le calendrier et l'échelle des différentes sources de données**. La mise en œuvre des enquêtes doit être coordonnée pour s'assurer que le calendrier (saisonnalité) et l'échelle (par exemple, le quartier, les zones agro-écologiques) sont harmonisées. Cela est essentiel pour l'analyse des résultats par rapport aux objectifs de nutrition. La même chose s'applique à la nécessité de rassembler et d'analyser des données à partir de différents systèmes d'information de routine en tenant compte du fait que les changements dans l'état nutritionnel (surtout en ce qui concerne l'émaciation) reflètent la saisonnalité et des facteurs agro-écologiques.
 3. Nécessité de **décentraliser la capacité à collecter, rassembler et analyser les données**. L'ensemble d'indicateurs identifié doit être compréhensible au niveau local. Plusieurs pays ont mentionné le désir d'améliorer les capacités au niveau communautaire et de district. Cette approche devrait être encouragée parce que le suivi des changements intervenus dans le domaine de la nutrition prend plus de sens lorsqu'il est contextualisé. .
 4. **Intégrer les indicateurs de nutrition dans les systèmes d'information**. Certains pays ont mentionné le désir d'intégrer les indicateurs de nutrition dans les systèmes d'alerte ou d'enquêtes de sécurité alimentaire. Si cela peut être considéré comme une solution pratique, un examen attentif est nécessaire lors de la décision de savoir qui sera chargé de recueillir et d'analyser les données sur la nutrition. Ceci est particulièrement important pour veiller à la qualité des mesures anthropométriques.

2) AVANCÉES RÉALISÉES PAR LES PAYS :

Les pays ont fourni une rapide mise à jour des progrès réalisés au cours des deux derniers mois en ce qui concerne les indicateurs des quatre processus ; les points focaux étaient sélectifs et concis dans leurs réponses, en ne soulignant que les progrès majeurs récemment réalisés. Se conférer aux tableaux et notes par pays pour plus de détails.

INDICATEUR DE PROCESSUS 1

- Lancements du SUN ou événements de haut niveau mettant l'accent sur la nutrition :** Le *Bangladesh* est l'hôte d'un atelier multipartite en mars et d'un atelier en février avec les organismes des Nations Unies et les donateurs. Le *Pakistan* a organisé le lancement de la plateforme SUN et un atelier. Le *Niger* a organisé un forum sur la protection sociale en novembre dernier. À cette occasion, le gouvernement et la Banque mondiale se sont engagés à mettre en œuvre un programme de nutrition et de protection sociale. Des réunions provinciales pour sensibiliser les autorités locales sont prévues en 2014 en *RDC*. Le *Nigéria* envisage de lancer le Mouvement SUN dans la première moitié de 2014. Le *Malawi* organisera un examen annuel conjoint et un forum d'apprentissage, et diffusera les résultats de la recherche en nutrition. La *Tanzanie* envisage d'organiser une grande réunion en février sous la présidence du Premier Ministre à l'attention des commissaires régionaux et de district. L'*Ouganda* a organisé un Forum sur la nutrition en décembre 2013, dont l'un des points à l'ordre du jour était le bilan des progrès réalisés. Toutes les parties prenantes étaient présentes et ont renouvelé leur engagement, en acceptant de rendre compte des progrès accomplis sur une base régulière. Le *Pérou* lancera en février un fonds pour stimuler l'efficacité et l'atteinte des résultats, qui s'adressera en priorité à 12 régions du pays.
- Réseau des Nations Unies et Initiative REACH :** Les *Tchadiens* se sont rendus en Mauritanie en janvier pour découvrir l'initiative REACH. L'UNICEF dirige le Réseau de l'ONU en *RDC* et au *Cameroun*. Les agences des Nations Unies sont en train de finaliser le nouveau Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD) au *Kenya* et sont en train d'intégrer divers organismes des Nations Unies qui soutiennent déjà et soutiendront des stratégies de soutien à la nutrition.
- Engagement de la société civile dans les plates-formes multi-acteurs SUN :** La *République kirghize* a organisé une réunion en décembre 2013 pour établir deux réseaux d'Organisations de la Société Civile pour soutenir la nutrition. Ces réseaux travaillent actuellement sur leur plan d'action. Un réseau de la société civile est en cours de création au *Pakistan*. Le *Tchad*, le *Cameroun* et le *Pakistan* mobilisent leurs parlementaires dans les discussions sur les plates-formes et pour sensibiliser à la nutrition à tous les niveaux. Une alliance de la société civile est établie au *Sri Lanka* et le personnel médical est étroitement associé au plan d'action. Le *Népal* a identifié et enrôlé des Organisations de la Société Civile travaillant sur des interventions spécifiques en matière de nutrition et sur des interventions contribuant à la nutrition au niveau national, dans une réunion de consultation afin d'établir une alliance de la société civile. La réunion a donné lieu à une décision ad hoc sur le plan d'action, à l'élaboration de Termes de références et le processus est enclenché. Le *Népal* s'emploie à établir une plate-forme académique. *Madagascar* a lancé la plate-forme de la société civile et organisera une réunion à la mi-février pour mettre en place une plate-forme académique. Le *Niger* a mis en place une plate-forme de la société civile. Une plate-forme de la société civile a été mise en place en *RDC*. Au *Cameroun*, la société civile est organisée autour de Hellen Keller International alors que les Termes de Référence sont en cours de préparation, de même qu'une feuille de route pour la mise en œuvre. La société civile est en cours d'organisation au *Sénégal*. Une Alliance de la société civile a été créée en décembre 2013 au *Mozambique*. En *Sierra Leone*, la Plate-forme de la société civile, qui bénéficiera d'une subvention MPTF, sera engagée dans le renforcement de la nutrition dans les districts et les villages. World Vision rassemblera différentes Organisations de la Société Civile dans l'Alliance de la société civile au *Kenya*.

El Salvador a fortement progressé dans l'engagement de la société civile dans le Mouvement SUN grâce à l'accord d'un projet pour la création d'une alliance de la société civile qui sera financée par le Fonds d'affectation spéciale multi donateurs (MPTF) du Mouvement SUN. Une initiative visant à renforcer une alliance de la société civile sera également financée par le MPTF au Pérou, où elle fera progresser le plaidoyer pour maintenir la sécurité alimentaire et la nutrition comme priorités politiques.

- **Participation du secteur privé dans les plates-formes multi-acteurs** : Le secteur privé travaille avec le gouvernement du *Pakistan* et un réseau du secteur privé est en cours de création. *Madagascar* a mis en place la plate-forme du secteur privé et une réunion aura lieu le 5 février pour définir les activités à mettre en œuvre. Le *Niger* souhaite recevoir des Termes de Référence pour la mise en œuvre d'une plate-forme du secteur privé. Le *Cameroun* organisera une réunion avec le secteur privé en mars. La *Tanzanie* réalise des progrès dans l'implication des entreprises et a organisé en janvier une réunion avec GAIN pour discuter de la contribution des entreprises à la nutrition dans le pays (la synthèse sera publiée lorsque les procédures auront été menées à terme). Au *Guatemala*, le secteur privé est engagé dans l'élargissement de l'iodation et la fluoration du sel (dans les zones géographiques dans lesquelles les enquêtes 2012 ont signalé des lacunes) ainsi que l'enrichissement de la farine.
- **Amélioration de la coordination et de l'alignement des donateurs** : L'UNICEF et l'Agence américaine de développement international USAID sont les coordinateurs de donateurs au *Tadjikistan* ; l'Union européenne est le coordinateur des donateurs au *Tchad*. Une plate-forme des donateurs a été mise en place en *République Démocratique du Congo*. La *Mauritanie* souhaite recevoir des exemples d'autres pays pour mobiliser les donateurs actifs sur la nutrition. Le DPG (Development Partners Group) de la *Tanzanie* soutiendra, au début de 2014, les efforts pour exploiter les données de manière à orienter la planification. El Salvador renforce les relations avec les donateurs soutenant la nutrition et la sécurité alimentaire (Agence espagnole de coopération pour le développement international, AECID, Fonds international de développement agricole, FIDA, Programme régional des systèmes d'information, Programme de sécurité alimentaire régional financé par l'Union Européennes, etc.)
- **Faire participer les parlementaires** : Le *Malawi* prévoit une réunion de haut niveau avec les parlementaires afin de promouvoir leur engagement dans la nutrition.
- **Amener tous les secteurs dans les plates-formes multi-acteurs et renforcer les organes chargés de l'appui à la coordination des efforts nationaux de renforcement de la nutrition** : La plate-forme multi-acteurs de l'*Indonésie* est formalisée ; un décret présidentiel l'a approuvée et le président l'a lancée le 31 octobre avec plus de 3 000 intervenants de différents ministères et groupes. Le *Laos* travaille au renforcement des mécanismes multisectoriels : un comité national a été mis en place, un secrétariat a été nommé et une équipe de base engageant 5 secteurs pour soutenir le secrétariat du comité national et a été formée. Le *Tadjikistan* met en place une plate-forme multi-acteurs à l'aide du comité de coordination du département de la santé maternelle et infantile (Ministère de la santé) et a nommé un point focal (le sous-ministre de la Santé). Le *Népal* a créé des groupes de travail de la plate-forme multi-acteurs sur : le suivi et l'évaluation (avec le soutien de l'UNICEF et de la Commission nationale de planification), les capacités, le système d'information de gestion et le plaidoyer. La plate-forme multisectorielle du *Bénin* (Conseil National de l'Alimentation et de la Nutrition) est actuellement opérationnelle. La première réunion de la plate-forme multisectorielle du *Burkina Faso* a eu lieu en décembre 2013. Le *Burundi* a mis en place des groupes de travail techniques de la plate-forme multi-acteurs et a nommé des points focaux pour chacun d'eux. Un décret pour la création d'un comité de pilotage de la plate-forme est en cours d'adoption. La *Guinée* et le *Burundi* sont en train d'élaborer une cartographie des parties prenantes. La *Côte d'Ivoire* organise des consultations avec les différentes parties prenantes pour les impliquer dans la plate-forme qui est en cours de création. Un premier projet de décret pour la mise en place de la plate-forme a été publié par les parties prenantes à une réunion à

la fin de l'année dernière. En *RDC*, un décret pour la mise en œuvre de la plate-forme a également été présenté en 2013. La *Zambie* met en place depuis les deux derniers mois des mécanismes de plate-forme multi-acteurs. Les points focaux pour la nutrition ont été nommés dans neuf ministères en *Tanzanie*, qui concentrent leurs efforts sur l'intégration de la nutrition dans la planification sectorielle. L'*Ouganda* envisage de mettre en place un comité qui représente les ministères gouvernementaux et des universitaires, ainsi qu'un groupe communautaire de nutrition pour la sensibilisation et le changement de comportement (hygiène, assainissement, valeur nutritive). La création d'une plate-forme multi-acteurs de haut niveau / groupe de coordination en 2014 dans le bureau du président semble prometteuse au *Kenya*. Le *Guatemala* a créé un nouveau ministère pour les soins de santé primaires. Un accord interprofessionnel a été signé au *Pérou* pour promouvoir le développement de la petite enfance par des représentants des trois piliers du gouvernement et de différents secteurs. Dans ce pays, une commission intersectorielle temporaire formée par différents ministres a été élaborée pour promouvoir le développement approprié de la petite enfance et un financement adéquat dans le budget 2015.

- **Mise en place de plate-forme multi-acteurs au niveau décentralisé** : Les plates-formes régionales de trois régions septentrionales sont en place et sont fonctionnelles au *Ghana*. 14 des 28 districts du *Malawi* disposant de structures de coordination, ont mis au point un « kit de nutrition » pour les nouveaux parlementaires et chefs traditionnels, et les chefs traditionnels sont en train d'être formés à la nutrition. Le *Guatemala* prévoit de renforcer les capacités et de consolider la coordination entre les ministères au niveau local.

INDICATEUR DE PROCESSUS 2

- **Bilan de la législation et des actifs nationaux de la nutrition** : Le Cabinet du premier ministre de la *République kirghize* élabore des stratégies de sécurité alimentaire et de nutrition dans tous les secteurs et a organisé une table ronde sur la procédure à suivre. La nutrition est actuellement une priorité en matière de santé maternelle et infantile. Le *Pakistan* est en train de préparer une analyse de la situation, alors qu'un plan de 5 ans pour la nutrition et une politique agricole et de sécurité alimentaire ont été élaborés. La *RDC* a validé et diffusé sa politique nationale de nutrition. Le *Cameroun* élabore une feuille de route multisectorielle pour la réduction de la malnutrition chronique. La *Côte d'Ivoire* est en train de réviser sa politique nationale, les termes de référence ont été présentés aux différentes parties prenantes. La *Guinée* revoit sa politique alimentaire et nutritionnelle. Les *Comores* prévoient de réviser leur politique alimentaire et nutritionnelle nationale dans le but de la rendre plus multisectorielle. Une nouvelle stratégie de développement est en cours d'élaboration et peut inclure des indicateurs de nutrition. *Madagascar* élabore un plan national de développement sanitaire. Le *Niger* plaide pour l'adoption de plusieurs documents stratégiques, en particulier la politique nationale de nutrition. Le *Congo Brazzaville* est en train de finaliser son cadre stratégique de lutte contre la malnutrition. La *Zambie* élabore une politique de protection sociale avec les résultats de la nutrition. Le *Swaziland* est en train de finaliser la politique alimentaire et nutritionnelle ainsi que le projet de loi de santé publique. Le soutien / les conseils techniques nécessaires à cette fin sont votés par des lois et adoptés par le Cabinet. Le *Ghana* a finalisé sa politique de nutrition. Le *Malawi* veut finaliser la stratégie nationale de nutrition et le plan de la nutrition. La politique de micronutriments est en train d'être finalisée et la politique de nutrition sera bientôt lancée. L'élaboration du guide de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant est en cours d'examen de même que les lignes directrices pour les maladies non transmissibles. Le pays a fait des progrès dans l'élaboration de la Loi sur la nutrition. La *Tanzanie*

revoit sa politique nationale alimentaire et nutritionnelle. Les orientations des politiques de santé scolaire sont actuellement en place en *Ouganda*, ainsi que des directives d'alimentation scolaire.

INDICATEUR DE PROCESSUS 3

- **Développement de cadres communs de résultats** : La *Mauritanie* a organisé un atelier national pour finaliser son plan d'action intersectoriel 2014-2020. Le *Burundi* a également organisé un atelier de sensibilisation sur le plan multisectoriel et travaille sur son chiffrage. La *Mauritanie* et le *Cameroun* ont demandé un soutien pour le chiffrage des plans multisectoriels. *L'Indonésie* attend l'aide de MQSUN pour chiffrer son plan. La *RDC* travaille avec la Banque mondiale pour le chiffrage de son plan multisectoriel. La *Guinée* travaille avec un consultant financé par l'Organisation Mondiale de la Santé pour développer et chiffrer le plan d'action multisectoriel. Le *Tadjikistan* travaille à l'élaboration et au chiffrage d'un plan d'action impliquant les différents secteurs. Le chiffrage du plan est prévu au *Niger* au début de 2014. Un atelier sur le chiffrage sera organisé au *Bénin* en octobre prochain. Le *Congo Brazzaville* demande un soutien pour élaborer son plan d'action. Le *Laos* présentera un projet de chiffrage de son plan d'action, travaillera à l'élaboration d'un plan opérationnel et d'un micro-plan détaillé au niveau des districts et des communautés et tiendra une réunion en février. Trois secteurs clés ont été invités à aligner le plan de convergence sur leurs plans sectoriels. Par exemple le secteur de la santé examine le budget du gouvernement pour l'exercice budgétaire en cours et les prochains exercices ; *L'Éthiopie* progresse dans l'élaboration d'un cadre de renforcement des capacités et des tableaux de bord sectoriels. *El Salvador* a élaboré un projet de stratégie de renforcement des capacités liée au Plan d'action multisectoriel de sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- **Décentralisation des plans nationaux au niveau provincial** : *Madagascar* a adopté un décret visant à décentraliser les conseils régionaux de nutrition et les groupes régionaux de Surveillance & Evaluation (S & E.). Au *Népal*, les points focaux de district sont formés sur la planification du développement au niveau du district. Cette formation se fait en programmation et en adaptation des systèmes de S & E. Les plans multisectoriels de nutrition bénéficient d'un chiffrage et d'une budgétisation appropriés. Le *Laos* décentralisera la plate-forme multi-acteurs au niveau du district après la prochaine réunion du comité national. Le *Mozambique* a approuvé les plans de la nutrition dans les deux provinces avec le plan approuvé en fin de l'année dernière, tandis que trois autres provinces sont en train d'élaborer leurs plans. La *Zambie* se concentrera sur la mise en œuvre de son plan au niveau du district en 2014.
- **Déploiement / mise en œuvre du renforcement de la nutrition** : La *Gambie* renforce les interventions de malnutrition sévère et aiguë modérée, ainsi que d'autres interventions qui améliorent la consommation de sel iodé par les ménages. En *Ouganda*, l'Université Cornell soutiendra « le renforcement des capacités stratégiques, la gestion adaptable », tandis qu'une cartographie des parties prenantes et une évaluation des besoins des capacités ont été menées dans 33 districts.
- **Intégration de la nutrition dans les plans nationaux de développement** : Le Groupe de travail technique du *Mozambique* a tenu une réunion de planification en novembre-décembre 2013, avec les techniciens des différents secteurs pour s'assurer que les interventions contribuant à la nutrition sont incluses dans le plan social et économique national.

***** Plus d'informations sur les S & E et les systèmes d'information dans la partie 1 et dans les notes*****

PLAIDOYER et COMMUNICATION :

Madagascar met en place une plate-forme de communication pour la nutrition (transformation de la Commission de la Communication). *Haïti* a organisé un atelier de plaidoyer en décembre dernier avec le secteur privé et la société civile. Le *Mozambique* est en train de finaliser sa stratégie de communication et est prêt à déployer sa stratégie de plaidoyer. L'*Ouganda* tiendra une réunion pour finaliser la Communication pour le changement des comportements (BCC) et la stratégie de mobilisation sociale devant être jointe au projet de stratégie de plaidoyer. En même temps, la stratégie fonctionnelle est attendue en mars. *El Salvador* a élaboré un projet de stratégie de communication et de plaidoyer et demande une revue de la qualité. La campagne de communication pour la promotion du développement de la petite enfance « Papeado y Papacheado » entre dans sa deuxième phase au *Pérou*, c'est un partenariat public-privé avec une radio qui fournit des messages sur les bonnes pratiques d'alimentation.

INDICATEUR DE PROCESSUS 4

- **Suivi financier et mobilisation des ressources :** *Madagascar* est en train de négocier un nouveau financement de 10 millions de dollars avec la Banque mondiale pour soutenir les secteurs suivants : nutrition, éducation et santé. Le *Burundi* a embauché un consultant pour discuter avec les donateurs au niveau des pays. Le *Bénin* a achevé les négociations avec la Banque mondiale pour un projet intersectoriel sur l'alimentation, la santé et la nutrition (28 M\$). Le gouvernement du Bénin a doublé le budget du Conseil National de l'Alimentation et de la Nutrition. Une réunion des donateurs se tiendra en 2014. Au *Burkina Faso*, un nouveau mécanisme de financement sera mis en place dans le but d'améliorer l'efficacité. Le *Mali* a obtenu une ligne budgétaire spécifique pour les activités de nutrition et d'eau et d'assainissement (WASH). Le *Cameroun* et la *RDC* mènent un plaidoyer de haut niveau politique afin d'obtenir une ligne budgétaire spécifique pour la nutrition. Au *Yémen*, un fonds social pour le développement a été initié avec la Banque mondiale. L'*Indonésie* mobilise des ressources supplémentaires du gouvernement, des partenaires au développement et des partenariats public-privé. Le *Laos* a plaidé pour une action convergente lors d'une réunion de haut niveau en novembre pour obtenir le soutien du gouvernement et des organismes internationaux pour la mise en œuvre du plan d'action. Fin mars, des allocations de fonds auront été signées pour la *Zambie*. Son fonds SUN est déjà en phase de mise en œuvre, et a lancé un appel à propositions de projets qui s'adressera aux Organisations de la Société Civile, aux entreprises et autres parties prenantes. La *Gambie* demandera de l'aide pour le suivi financier. Le défi de la *Sierra Leone* sera d'accéder à des fonds après la validation du plan de mise en œuvre de la nutrition. Le *Guatemala* concentre ses efforts sur la budgétisation des 1 000 jours d'interventions cadres du Plan Zéro Faim. Le pays suit le financement et l'exécution des interventions du Plan Zéro Faim, à la fois par les ministères et les sources externes.

3) Informations sur GRANDES PRIORITÉS pour le Secrétariat du Mouvement SUN en 2014 :

ROUTES D'APPRENTISSAGE

- Le Secrétariat du Mouvement SUN a récemment finalisé le **processus de sélection des 12 pays SUN** devant participer aux routes d'apprentissage pilotes qui seront organisées conjointement avec PROCASUR, une organisation spécialisée dans la promotion d'échange de connaissances et d'apprentissage.
- **La sélection est l'aboutissement des efforts visant à faire correspondre les priorités d'apprentissage et les bonnes pratiques pour l'échange** aux approches multisectorielles de la

nutrition. Celles-ci ont été exprimées par les points focaux des pays SUN en réponse à un sondage en ligne qui s'intéressait aux priorités des besoins de connaissances / d'apprentissage et aux expériences positives des pays pouvant faire l'objet d'échanges.

- **Deux routes d'apprentissage seront organisées** dont la première au Pérou la dernière semaine de juin et la deuxième au Sénégal la dernière semaine de mai. Elles **mettront l'accent sur « la coordination multi-acteurs et la mise en œuvre d'approches multisectorielles »**, un domaine clé qui, de l'avis de beaucoup, est prioritaire en matière d'apprentissage.
- Les participants du Bénin, du Burundi, du Niger, du Ghana et de la Sierra Leone se joindront à la route d'apprentissage organisée au Sénégal ; les participants en provenance du Guatemala, de la Tanzanie, de Madagascar, du Sri Lanka et du Laos se joindront à la route d'apprentissage organisée au Pérou.
- Il s'agit d'une **expérience pilote qui, si elle est couronnée de succès et bénéficie d'une mobilisation de fonds supplémentaires, pourrait être répliquée** dans d'autres pays et pourrait se concentrer sur d'autres domaines thématiques.

Renforcement des capacités pour réaliser des résultats

- Le Secrétariat du Mouvement SUN (SMS) **cherche à répondre aux besoins d'appui des pays** du Mouvement SUN **en termes de savoir-faire et autres besoins via les réseaux SUN et d'autres sources**. Ce mécanisme soutient le renforcement des capacités pour réaliser des résultats dans les pays faisant face à une insuffisance de ressources et d'appui interne.
- **Les points focaux ont identifié quatre domaines de capacité à renforcer** : (a) **Plaidoyer et communication** ; (b) **Planification et chiffrage, suivi des dépenses et mobilisation des ressources** ; (c) **Suivi des progrès et évaluation de l'impact** et (d) **Gestion de la mise en œuvre**
- Pour chacun de ces quatre domaines de capacités, le Secrétariat vise l'harmonisation de l'offre extérieure aux demandes d'appui des pays. L'harmonisation consiste en général en : **la définition du domaine ; la convocation de potentiels fournisseurs d'appui, l'établissement d'une communauté de pratiques pour fournir un appui efficace**. Certains de ces travaux sont déjà en cours.
- **La définition de la demande et de la portée de l'offre** : Les demandes d'appui faites par les équipes pays à travers les téléconférences téléphoniques des pays du réseau SUN et lors du Rassemblement global sont approfondies lors d'appels téléphoniques bilatéraux impliquant le Secrétariat du Mouvement SUN (SMS) et les points focaux des gouvernements. Ces appels permettent également d'identifier les pays qui sont déjà bien avancés et pourraient apporter un soutien de pays à pays.
- **Rapprocher l'offre et la demande** : Le Secrétariat s'évertue à rapprocher offre et demande dans des domaines thématiques spécifiques. **Organiser des ateliers** qui réunissent les points focaux des gouvernements et les sources potentielles d'appui a de multiples avantages (possibilité pour les pays de présenter leurs progrès, lacunes et besoins ; opportunité d'apprentissage de pays à pays ; possibilité pour les fournisseurs d'appui potentiels de comprendre les besoins spécifiques et la façon dont les réponses devraient être adaptées à ces besoins). (Exemple, atelier de l'UNICEF / SUN sur les coûts des plans à Nairobi en novembre 2013.) (Autre exemple, pour le Plaidoyer et la Communication, l'organisation d'une série d'ateliers est proposée avant la mise en marche du soutien individuel.)
- **Formalisation des arrangements et formation des communautés de pratique** : Les potentiels fournisseurs d'appui sont rassemblés sous la forme d'une communauté de pratiques. Celles-ci

réuniront un éventail d'expertise et de compétences différentes pour appuyer chaque domaine. **Quatre communautés de pratique seront formées.**

AIDER LES PAYS À PRÉVENIR ET GÉRER LES CONFLITS D'INTÉRÊTS

- Je tiens à **remercier les pays qui ont à ce jour participé à des consultations sur les conflits d'intérêts** dans le Mouvement SUN : ce travail a été mené par l'Observatoire social mondial (GSO). (Les points focaux du Nigeria, du Ghana, du Kenya, du Sénégal et d'autres collègues du Myanmar, Ouganda et Népal étaient impliqués.)
- Un **projet de note de cadrage** est en cours de finalisation et **une boîte à outils** avec des exemples pratiques d'outils et de bonnes pratiques est en cours d'élaboration.
- Il est prévu qu'à la prochaine étape du processus, l'Observatoire Social Mondial (GSO), avec le Secrétariat du Mouvement SUN (SMS), organisent **des réunions pour le « Renforcement de l'Apprentissage » dans les pays SUN**. Il est prévu que quatre réunions aient lieu au cours de l'année 2014 / début 2015. Elles auront lieu en Afrique de l'Est, en Afrique de l'Ouest, en Asie et en Amérique du Sud.
- Le but de ces apprentissages sera d'avoir une discussion approfondie sur l'expérience des pays, d'identifier et d'échanger les connaissances ainsi que d'affiner la boîte à outils.
- **L'Observatoire social mondial et le Secrétariat du Mouvement SUN** travailleront pendant les prochaines semaines sur la planification et **apporteront davantage d'informations sur ce travail tout au long de l'année.**
- **Si des pays souhaitent examiner le projet de boîte à outils**, nous serions heureux de partager le document avec eux pour commentaires (*disponible uniquement en anglais à ce stade*).

SUIVI-ÉVALUATION DU MOUVEMENT SUN

- **Le Cadre de suivi-évaluation (S & E) du Mouvement SUN a été élaboré en 2013** avec la participation de toutes les parties prenantes du Mouvement, y compris les pays SUN.
- Le cadre de S & E est la **base pour « un suivi régulier »** du Mouvement SUN pour évaluer les progrès par rapport aux quatre processus SUN.
- Le cadre de S & E suit les transformations de tous les groupes de parties prenantes SUN - pays, société civile, secteur privé et partenaires au développement (donateurs). **Les résultats de ce suivi constituent la base du Rapport d'étape annuel SUN.**
- Nous sommes sur le point de commencer **l'Exercice de S & E SUN pour 2014**. Chaque pays devra mesurer ses progrès au cours des 12 derniers mois par rapport aux différents marqueurs de progrès du Cadre établi. L'année dernière, cela a été fait par le biais d'un sondage en ligne par les pays d'une part et les réseaux d'autre part.
- En 2014, **nous demanderons à chaque plate-forme multi-acteurs**, dirigée par le point focal SUN, **de procéder à un examen conjoint** (atelier d'une journée) pour discuter des progrès et des défis au regard du Cadre de SE.
- **Le Secrétariat SUN**, avec le soutien technique d'experts en S & E, **assurera le suivi avec des informations plus détaillées** et un soutien individuel à chaque point focal dans les prochains mois afin de garantir la réussite de l'exercice.

VISION DE L'AVENIR DU MOUVEMENT

Contexte :

- En septembre 2013, le **Groupe principal SUN a appelé à une évaluation indépendante du Mouvement**, en écho à la stratégie 2012 et à la feuille de route du Mouvement.
- Le but de l'évaluation est de **veiller à ce que le Mouvement demeure pertinent et répondant à ses objectifs. Le but de l'évaluation est également de fournir aux pays SUN le soutien dont ils ont besoin pour répondre à leurs propres engagements de renforcement de la nutrition**. Il ne s'agit pas d'une évaluation des gouvernements SUN mais d'une occasion d'évaluer l'efficacité du Secrétariat, des réseaux et du Groupe principal à canaliser l'assistance.
- L'évaluation portera sur **« l'efficacité avec laquelle le Mouvement fonctionne », « le contexte dans lequel le mouvement évolue », « les progrès dans les pays vers la réalisation des quatre objectifs stratégiques du Mouvement SUN » et « la mesure dans laquelle les réseaux du Mouvement, le Secrétariat et le Groupe principal soutiennent les efforts nationaux de renforcement de la nutrition et l'impact de cet appui »**.
- **Il ne s'agit pas d'une « évaluation d'impact »** - bien que l'hypothèse de travail, basée sur les preuves disponibles, soit que *« si les quatre axes stratégiques poursuivis par le Mouvement sont efficaces et efficaces, alors il y aura des changements dans a) la façon dont la malnutrition est abordée par les pays s'engageant à renforcer la nutrition et b) la façon dont les membres du Mouvement qui se sont engagés à aligner l'aide mettent à niveau leurs propres actions.*
- L'évaluation globale **sera utilisée pour fournir une vision pour une configuration ou extension future du Mouvement**.
- Le Secrétariat utilise l'ébauche de cet exercice pour faire la distinction entre les évaluations déjà intégrées dans les plans d'action nationaux et le cadre de suivi-évaluation du Mouvement qui évalue les transformations sur la manière dont les pays et réseaux SUN travaillent ensemble pour atteindre des résultats communs.

Processus :

- Un sous-groupe du Groupe principal aura la charge de la gestion du processus. Il veillera à ce que **l'exercice soit totalement indépendant**, ce qui sera une condition essentielle pour que les pays SUN puissent juger de l'efficacité des structures en place à apporter un appui et une nécessité pour inciter d'autres acteurs clés à investir davantage dans le Mouvement.
- Un **chef d'équipe sera recruté par le Groupe principal pour diriger le processus**. Les réseaux seront invités à fournir un panel d'experts à partir duquel le chef d'équipe pourra former une équipe. Les pays SUN seront également invités à proposer des experts qui pourraient participer à l'équipe. Il pourrait également s'avérer nécessaire qu'un groupe de revue par les pairs soit mis en place pour garantir que les normes techniques soient de la plus haute qualité.
- Un document est en cours de préparation pour le **sous-groupe du Groupe principal qui se réunira début février pour décider des prochaines étapes**. Celles-ci comprendront probablement l'élaboration de termes de référence détaillés pour la vision, et pour le chef d'équipe. Les décisions seront également prises pour ce qui est du calendrier d'évaluation, mais **on espère que les résultats**

seront présentés (en totalité ou en partie) au cours de la réunion du Groupe principal de septembre.

- L'exercice utilisera les normes d'évaluation établies et les meilleures pratiques reconnues pour déterminer, mesurer et prendre en compte les leçons apprises. Il fera le bilan des progrès à ce jour.
- **L'équipe d'évaluation devrait procéder à des évaluations dans environ 6 pays SUN des groupes régionaux suivants : Asie, Afrique australe et orientale ; Afrique occidentale francophone, Amérique latine et Caraïbes.** Les évaluations de pays se feront pour les pays SUN qui sont membres depuis plusieurs années (les pays « pionniers »), ainsi que certains qui ont rejoint le Mouvement récemment.
- Elles rechercheront également les perspectives des organisations mondiales qui appuient les pays SUN, ainsi que les perspectives des organisations ayant des vues divergentes.
- Un équilibre sera nécessaire entre un processus fournissant la légitimité nécessaire pour les futures bases du Mouvement et un processus qui ne crée pas de paralysie dans le système actuel.

Demandes aux pays SUN :

- Le Secrétariat partagera le document du Groupe principal une fois finalisé, ainsi que le projet de termes de référence pour l'évaluation. Nous serions heureux de recevoir vos observations sur celui-ci (une fois rédigé).
- Nous accueillerons favorablement les manifestations d'intérêt d'experts prêts à participer à l'équipe d'évaluation une fois que le chef d'équipe sera choisi, bien qu'il soit du ressort du chef d'équipe de former l'équipe.
- Nous serons reconnaissants de votre aide pour faciliter la visite de l'équipe, une fois que les pays sur lesquels ils auront porté leur choix seront connus.